

Terra nostra

Bulletin d'échanges sur les mécanismes de contrôle citoyens appliqués à la gouvernance locale et aux industries extractives

Une journée riche en échange de pratiques sur le budget participatif

Le Jour 4 a permis de revenir sur les différentes étapes de la mise en œuvre du budget participatif. Les éléments clés du processus ont été explorés afin de voir les aspects fondamentaux pour un meilleur renforcement de la bonne gouvernance dans la gestion des affaires locales. La présentation d'une expérience de la commune rurale de Dapelogo (Burkina Faso) a permis de souligner des bonnes pratiques qui renforcent la démarche présentée dans l'approche du Bud-



get participatif. Les échanges d'expérience ont montré l'existence de multiples mécanismes qui ont en commun des principes clés que sont : la transparence, la participation, le renforcement de capacité, la communication, la citoyenneté et le dialogue.

Les participants sont amplement revenus sur les conditions et les modalités pour une bonne mise en application de la démarche de bonne gouvernance. Cependant, ils ont à travers leur analyse relevé le fait que le contexte politique doit aussi être favorable sur le plan national pour permettre aux collectivités d'adopter des mécanismes de contrôle citoyen de l'action publique. La promotion de pratiques de bonne gouvernance doit aussi être basée

sur une bonne appropriation de la démarche par les communautés locales qui doivent jouer un rôle fondamental dans le processus.

Au delà de l'approche théorique, une approche pratique à travers des visites de terrain pour l'expérimentation des différents outils CCAP est prévue ce jeudi 14 octobre 2010. Ainsi trois groupes ont été constitués pour l'application de la fiche d'évaluation par la communauté pour l'éducation, le budget participatif sensible au genre, et le SEP sur les exploitations minières.

Si on parlait du groupe d'apprentissage

L'appropriation du processus par les acteurs locaux ainsi que sa pérennisation doivent guider les décisions d'organisation et de mise en œuvre du processus du budget participatif. C'est dans ce cadre, qu'il faut situer l'importance de mettre en place un groupe d'apprentissage sur le budget participatif. Le groupe d'apprentissage est un mécanisme d'apprentissage mutuel et continu réunissant

tous les acteurs clés intéressés par le processus initié. L'avantage d'un tel mécanisme est qu'il permet aux différents acteurs d'exposer leurs propres perspectives sur le processus à mettre en place et d'accepter de s'engager dans un processus de négociation et de dialogue avec les autres acteurs autour d'une analyse collective des différentes perspectives et de déga-

ger une approche commune. Mais l'avantage du groupe d'apprentissage est que cette réflexion est continue, ce qui permet à chaque fois d'apporter les adaptations nécessaires.

Le rôle de ces groupes d'apprentissage est de porter la réflexion critique sur le processus de mise en œuvre du processus tout en veillant à ce que les points de vue des différents acteurs soient pris



Mamadou Bara GUEYE

Directeur IED Afrique

DAPELOGO: Le budget participatif en marche



Marc ZOUNGRANA

Maire Commune de DAPELOGO

Il n'existe pas de formule magique en matière de budget participatif. Tout dépend du contexte dans lequel il est appliqué. L'essentiel est qu'il puisse permettre une meilleure participation des populations et la transparence dans tout le processus. La clé de voûte du budget participatif

demeure la volonté exprimée par l'exécutif local à travers son engagement et sa résolution de faire participer les autres acteurs. L'exemple de la commune de DAPELOGO illustre bien cette assertion.

Le budget est élaboré dans cette collectivité à partir de différentes étapes aux cours desquelles les populations participent à l'identification de leurs besoins, élaborent des plans d'investissements prioritaires et désignent leurs délégués. Une session de synthèse et de négociation permet de faire une priorisation à l'échelle communautaire. Parallèlement, le conseil élabore un projet de budget avec l'appui des techniciens. Ce budget est comparé avec la synthèse des besoins issus des villages qui sont pris en compte en fonction de la priorisation.

Le budget consolidé fait l'objet d'une restitution par les conseillers dans leurs villages sous la supervi-

sion du maire. A son tour le maire, accompagné des services techniques, visite des différentes zones pour compléter l'information. Des évaluations à mi-parcours sont organisées en cours d'exécution du budget.

Il ne faut pas occulter le fait que le système mis en place souffre de certaines limites liées à l'insuffisance de moyens financiers qui sou tendent sa performance.

La principale leçon tirée de cette expérience est la nécessité d'une volonté politique pour mettre en place un budget participatif. Il convient aussi de retenir que le processus pratique, les rôles des acteurs et les étapes du budget participatif varient d'une collectivité à une autre et dépendent intrinsèquement des moyens. Il revient à chaque collectivité d'imaginer des mécanismes de prise en charge des coûts inhérents au processus.

Les facteurs de durabilité des mécanismes du CCAP revisités

Il ne s'agit pas de mettre en place une démarche de budget participatif de manière ponctuelle pour l'abandonner dès que le contexte change. Des critères d'appréciation peuvent être identifiés et analysés à travers les mécanismes de mise en œuvre et de leurs évolutions. Par exemple

pour la transparence, on peut se demander ce que fait la collectivité locale pour l'accroître. Le niveau d'appropriation de la participation est un facteur de durabilité car dans un contexte de changement de régime, si les communautés n'assurent pas la continuité le processus ne peut être durable.

Par ailleurs l'analyse des ressources notamment la capacité de mobilisation de celles-ci par la collectivité donne une idée sur le niveau de dépendance qui si il est élevé ne peut pas entretenir de manière durable une bonne démarche de gouvernance. Le problème de la coordination des

interventions à travers l'adéquation entre les investissements et les besoins est aussi un facteur d'appréciation. Cependant un des facteurs les plus déterminants de durabilité constitue le renforcement de capacités qui demeure le socle de la réussite de tout processus CCAP.

Quand les participants analysent le budget participatif sensible au genre



La présentation du budget participatif sensible au genre a permis de mieux comprendre un certain nombre de concepts et les outils d'évaluation de la prise en compte de la dimension genre dans le processus budgétaire. Son appli-

cation suppose une analyse des opportunités et contraintes. Les participants ont pu en identifier certaines.

Un certain nombre de facteurs sont favorables à la mise en place d'un budget sensible au genre. Il s'agit entre autres de l'existence d'une politique nationale liée au genre, d'une volonté politique (état, collectivités), de maires favorables à la demande, l'existence de texte législatif et réglementaire favorables

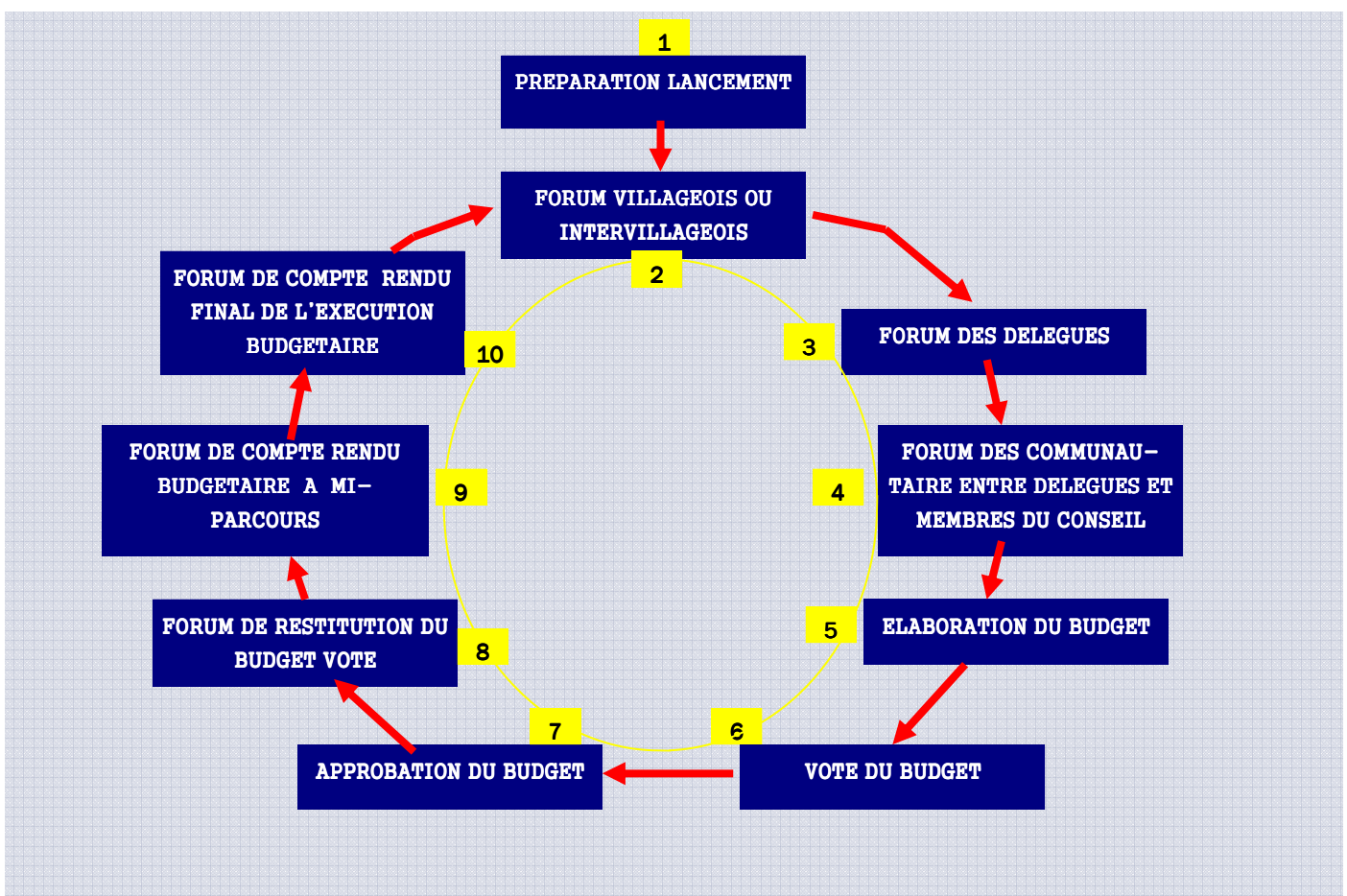
au BSG, des ressources humaines qualifiées au niveau local et national et la disponibilité des PTF à accompagner la participation.

Il est ressorti des travaux de groupe que la mise en place de ce processus ne peut se faire sans la prise en compte de certaines contraintes qui permet de l'adapter à l'environnement politique, social et culturel. Ces contraintes peuvent avoir pour nom l'existence d'amateurisme dans l'experti-

se, le déficit d'information et de communication sur le BSG, la faible maîtrise du concept et son application au niveau local, la faiblesse des ressources humaines et financières, l'absence de maîtrise des outils d'élaboration du budget sensible au genre.



CYCLE DU BUDGET PARTICIPATIF



Le GENRE: un concept complexe et polysémique



Daniel DA HIEN, PCQVP
Burkina Faso

J'observe qu'il n'ya pas homogénéité de compréhension du concept genre ;

Pendant longtemps, ou tout au moins au début, une tendance assimilait le genre aux groupes vulnérables tels que les handicapés, les jeunes, les pauvres (personnes indigentes), les personnes âgées, etc. les femmes étant de ce fait considérées comme une catégorie sociale particulière dont

la condition exige des actions spécifiques pour les faire participer au développement.

Au Burkina Faso, le genre est analysé sous l'angle des inégalités, des disparités entre Hommes et Femmes ;

Cela nous conduit aux relations sociales entre Hommes et Femmes et aux différences structurelles qui les caractérisent.

La budgétisation sensible au genre telle que vue me semble purement "sensible aux femmes" ; ce qui équivaut à faire de la démarche genre, une stratégie de promotion de la femme (au détriment de l'Homme) ;

Il me semble nécessaire de toujours avoir en tête les deux dimensions (Homme et Femme) et éviter de privilégier l'option Femme.

L'apprentissage par la pratique

La journée du jeudi sera l'occasion pour les participants de mettre en pratique les outils du CCAP pour une meilleure appropriation. Trois sites ont été choisis pour cet exercice.

YENE

SEP de la fourniture de service public –cas de l'éducation

Membres du groupe :

Zaongo Dieudonné

Ky Blandine

Sawadogo Jean Baptiste

Yameogo Dramane

Touré Emile

Mboup Souleymane

Drabo Mouhamed

Macalou Boubacar

SINDIA

SEP et exploitation minière – cas des carrières

Membres du groupe:

Marlyatou Bah

Sidi Abdou

Papa Amadou Ba

Papa T. Cissokho

Ibrahima Barry

Daniel Da Hien

Mamadou Diako



POPOGUINE

Budget participatif sensible au genre

Membres du groupe :

Zougrana Marc

Karanta Assoumane

Ba Ibrahima Mactar

Hama Sambare

Faye Djidiack

Guetou Essossinam

Aligo Kinyossou

Pioupare Françoise



Mouhamed DRABO

**Joyeux
anniversaire
à Madame
TOUTY GUEYE**

